



**HAL**  
open science

## Culture politique et opinions : les limites de l'adhésion à la “ démocratie ”

Charles-André Goulet

► **To cite this version:**

Charles-André Goulet. Culture politique et opinions : les limites de l'adhésion à la “ démocratie ”. Les Études du CERI, 2012, n° 189-190, pp.67 - 80. hal-04619222

**HAL Id: hal-04619222**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-04619222>**

Submitted on 20 Jun 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Quatrième partie

## **L'Amérique latine en perspective**

## Culture politique et opinions : les limites de l'adhésion à la « démocratie »

Charles-André Goulet

Renvoi expéditif d'un chef d'État, investiture présidentielle non autorisée par la Constitution, scrutin peu transparent, violence aux motifs politiques : si certains événements de l'année 2012 ont mis la démocratie à rude épreuve en Amérique latine, ils ont eu le mérite d'offrir aux sondeurs d'excellents prétextes pour prendre le pouls de la population. En effet, si l'on s'intéresse à l'évolution parfois préoccupante de la démocratie et des attentes des citoyens envers celle-ci, il semble toujours pertinent de mesurer le soutien aux régimes qui ont émergé suite à la chute de gouvernements autoritaires. Chaque année, les rapports des grandes enquêtes internationales, tel le *Latinobarómetro*, donnent d'ailleurs beaucoup d'importance à l'adhésion des citoyens à la démocratie et aux variations de celle-ci dans le temps et dans l'espace.

Bien que l'intérêt à l'endroit de l'adhésion à la « démocratie » suscite de nombreuses réflexions chez les chercheurs, étudiants et journalistes et, par le fait même, qu'elle contribue à la diffusion des travaux des grandes enquêtes, sa mesure pose pourtant problème. Tout d'abord, il est hasardeux de comparer des opinions politiques recueillies à l'aide de questions de sondages dont les termes revêtent une signification différente d'une personne à une autre, d'un endroit à un autre et d'un moment à un autre. Ensuite, les conclusions sur le degré d'adhésion des citoyens à la « démocratie » sont souvent tirées trop rapidement, ignorant les appels de la science politique à décortiquer la notion même de soutien et à opérer à différents niveaux d'analyse plutôt que d'en faire un objet monolithique<sup>1</sup>.

Cet article s'intéresse aux enquêtes-baromètre<sup>2</sup> et, plus spécifiquement, à l'adhésion des citoyens à la démocratie exprimée à travers celles-ci. Nous passerons d'abord en revue les débats sur le rapport entre culture et démocratie. Effectuer un retour sur ces débats dont les latino-américanistes sont généralement familiers est un excellent tremplin vers l'analyse des opinions. La discussion sur les liens qui unissent culture politique<sup>3</sup> et démocratie permettra de revenir sur des questions théoriques importantes, de mieux connaître l'approche choisie par plusieurs responsables d'enquêtes d'opinion et, indirectement, de comprendre l'importance accordée à des résultats obtenus à l'aide d'indicateurs pourtant très limités. En matière d'analyse de la culture et des opinions politiques, soulignons d'ores et déjà la propension des analystes à entretenir des doutes quant à l'attachement des Latino-Américains à la démocratie de manière générale ainsi qu'aux principes qui lui sont associés.

La deuxième section de cet article s'intéressera aux principaux résultats des enquêtes-baromètre relatifs à l'adhésion à la démocratie. Nous verrons qu'ils font état d'écarts non négligeables entre les différents pays latino-américains. Si les résultats de ces enquêtes nous apprennent plusieurs choses sur les rapports qu'entretiennent les citoyens à la démocratie, ils doivent toutefois être appréhendés avec circonspection. Dans la dernière partie de cet article, nous identifierons des facteurs conceptuel, contextuel et culturel qui justifient cette prudence à l'égard d'un terme (la démocratie) des plus polysémiques.

---

<sup>1</sup> Voir les travaux de P. Norris, *Critical Citizens. Global Support for Democratic Governance*, Oxford, Oxford University Press, 1999, et J. A. Booth, M. A. Seligson, *The Legitimacy Puzzle in Latin America: Political Support and Democracy in Eight Nations*, New York, Cambridge University Press, 2009. Dans les deux cas, les chercheurs démontrent l'importance de décomposer le concept de soutien afin d'obtenir une image plus précise des opinions sur la démocratie.

<sup>2</sup> Une enquête-baromètre est un instrument par lequel des sondeurs administrent à plus d'une reprise un même questionnaire (ou des questionnaires qui sont similaires en plusieurs points) à des échantillons différents au sein d'une ou plusieurs populations. Il est aussi utile de faire la distinction entre un baromètre et une étude de panel, celle-ci visant plutôt à sonder le même échantillon à différents moments. Voir P. Bréchon, « Enquêtes quantitatives : les principes », in P. Bréchon (dir.), *Enquêtes qualitatives, enquêtes quantitatives*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2011, pp. 105-122.

<sup>3</sup> La culture politique peut se définir comme les croyances, les attitudes, les valeurs, les idéaux, les sentiments qui prédominent chez les citoyens à l'égard du système politique de leur pays, ainsi que du rôle qu'occupent ces derniers dans ce système (L. Diamond, *Political Culture and Democracy in Developing Countries*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1993, p. 7). L'auteur estime que les points de vue recueillis dans les enquêtes d'opinion peuvent mettre en lumière certains éléments de la culture politique.

## UNE APPROCHE DE L'OPINION INFLUENCÉE PAR LES DÉBATS SUR LA RELATION ENTRE CULTURE ET DÉMOCRATIE

Il est difficile d'analyser l'opinion des citoyens sur la démocratie sans aborder la question de la culture politique. De fait, les arguments sont nombreux qui établissent un lien entre les problèmes des démocraties latino-américaines et une culture qui favoriserait les valeurs autoritaires. Au cœur de cette réflexion se trouve la problématique de la direction de la causalité entre les valeurs des citoyens et le type de régime politique qui les gouverne.

Longtemps utilisées pour expliquer l'existence de régimes autoritaires en Amérique latine, et bien qu'elles aient été revisitées sous l'effet des nombreuses évolutions du contexte politique, les « interprétations culturalistes<sup>4</sup> » ont toujours cours. Dans les faits, la libéralisation des régimes politiques – et les plus grandes occasions d'enquête qu'elle offre aux chercheurs qui analysent les opinions des citoyens – auraient contribué à une sorte de « renaissance de la culture<sup>5</sup> » dans le domaine de la sociologie politique. Ce « retour en force » de la culture a inévitablement alimenté les débats tant sur la formation des opinions politiques que sur leurs impacts. À ces discussions s'ajoutent les résultats des enquêtes qui témoigneraient, dans certains cas, de la faiblesse de l'attachement citoyen à la démocratie.

Très animé chez les économistes qui s'intéressent à la question du développement, le débat sur la causalité entre culture et institutions (économiques ou politiques) est depuis longtemps ouvert. En science politique, et notamment dans le domaine des opinions publiques, ce débat met en lumière des divergences sur la causalité entre les valeurs des citoyens et la démocratie. Malgré le très grand nombre d'études publiées de part et d'autre, il est rare que les spécialistes des opinions sur la démocratie n'y fassent pas directement ou indirectement référence.

L'une des principales réflexions inspirées par la pensée wébérienne veut que le type de culture politique qui prédomine dans un pays influe considérablement sur le développement de la démocratie. Bien que certains tenants de cette école reconnaissent l'influence des rapports politiques sur le façonnement des valeurs des citoyens, la plupart considèrent la culture comme une variable indépendante. Elle expliquerait notamment le succès ou l'échec rencontrés par certains pays dans leur transition démocratique. Comme l'explique Lawrence E. Harrison, « l'environnement culturel » conditionnerait autant le mode de désignation des dirigeants que leurs politiques et leurs priorités<sup>6</sup>. Ce raisonnement veut que les institutions politiques soient le produit des valeurs des citoyens, un peu comme si la culture politique propre à un pays engendrait un type d'État spécifique, à son image<sup>7</sup>.

Lorsque les tenants de l'approche culturaliste se penchent sur le cas de l'Amérique latine et les difficultés que la démocratie y rencontre, ils identifient une culture et des comportements globalement défavorables au développement de cette dernière ; un vestige, selon plusieurs d'entre eux, de l'héritage laissé par les Espagnols. Howard J. Wiarda illustre parfaitement ce point de vue quand il affirme que la culture latino-américaine et la quasi-totalité des régimes politiques du sous-continent résonnent des « [...] puissants échos d'anciennes institutions hiérarchiques, autoritaires, patriotiques et corporatistes<sup>8</sup> ».

---

<sup>4</sup> Voir A. Rouquié, « Vouloir la démocratie », in A. Rouquié (dir.), *La Démocratie ou l'apprentissage de la vertu*, Paris, A. M. Métailié, 1985, p. 12.

<sup>5</sup> Voir R. Inglehart, « The Renaissance of Political Culture », *The American Political Science Review*, vol. 82, n°3, 1988, pp. 1203-1230 ; S. P. Huntington, « Culture Counts », in L. Harrison, S. P. Huntington (dir.), *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*, New York, Basic Books, 2000, p. XIII-XVI.

<sup>6</sup> L. Harrison, *Underdevelopment is a State of Mind. The Latin American Case*, Lanham, University Press of America, 1985, p. XVII.

<sup>7</sup> Voir D. Etouga-Manguelle, « Does Africa Need a Cultural Adjustment Program ? », in L. Harrison, S. P. Huntington (dir.), *Cultural Matters...*, op. cit., p. 75.

<sup>8</sup> H. J. Wiarda, « Toward a Model of Social Change and Political Development in Latin America: Summary, Implications, Frontiers », in H. J. Wiarda (dir.), *Politics and Social Change in Latin America: The Distinct Tradition*, Boston, University of Massachusetts Press, 1982, p. 333. Toutes les citations ont été traduites en français par nos soins.

Selon ce raisonnement, les valeurs de la région, peu portées vers le respect des droits de l'homme et des libertés individuelles, expliqueraient le « drame vécu par la démocratie » et favoriseraient « une autorité impropre à un régime démocratique »<sup>9</sup>. En résumé, si la démocratie ne peut émerger, c'est qu'elle ne peut prendre racine dans un sol infertile.

Cette vision des choses ne fait évidemment pas l'unanimité parmi les politologues, même chez ceux qui estiment que les valeurs des citoyens peuvent être conditionnées par un héritage autoritaire. Le désaccord porte sur la pertinence du lien entre les valeurs des citoyens d'un côté et le pouvoir et ses institutions de l'autre. En s'intéressant aux attitudes et aux institutions en période de post-transition démocratique, Katherine Hite et Leonardo Morlino ont conclu que les valeurs héritées d'un passé autoritaire pouvaient s'estomper avec le temps mais que les institutions, elles, pouvaient demeurer<sup>10</sup>. Cependant, ils ont également estimé que l'inverse pouvait tout aussi bien se produire. La faiblesse du lien entre les variables est aussi évoquée dans les études du système judiciaire qui démontrent que ce dernier évolue quasiment indépendamment du système de valeurs d'une société<sup>11</sup>.

Certains critiques de la logique wébérienne s'attaquent aussi à un postulat de départ qu'ils jugent erroné et qui veut qu'une culture de type autoritaire prédomine en Amérique latine. Ce postulat a d'abord été élaboré sous les dictatures, lorsqu'il s'agissait de défendre l'idée que les valeurs des citoyens latino-américains étaient à l'image des régimes autoritaires. Susan Tiano figure parmi les critiques couramment citées. Après avoir observé les attitudes des travailleurs en Argentine et au Chili, elle est arrivée à la conclusion que la culture des secteurs réputés les plus anti-démocratiques<sup>12</sup> était, dans les faits, dépourvue de valeurs autoritaires. Ceux qui, comme elle, refusent de croire en l'existence d'une « culture autoritaire » rappellent ainsi que toute explication sur l'instauration de régimes autoritaires dans la région doit mettre l'accent sur des éléments plus circonstanciels et structurels que culturels<sup>13</sup>. La recherche d'explications autres que culturelles s'est accompagnée de réflexions sur les rapports entre les citoyens et leurs dirigeants. Il fut ainsi rappelé, entre autres, à quel point la « verticalité des rapports sociaux » a facilité l'imposition de modèles de pouvoirs autoritaires dans la sous-région<sup>14</sup>.

Si les dictatures sont depuis tombées, les débats restent bien vivants. Les critiques de la logique wébérienne sont actifs et produisent de nombreuses études. En fait, dans le domaine des opinions, les spécialistes expliquent souvent que les attitudes (adhésion, satisfaction, confiance, etc.) envers la démocratie sont largement influencées par les institutions. Plus précisément, cette approche considère que les opinions des citoyens vis-à-vis de la démocratie sont liées à la capacité des institutions à la mettre en œuvre plutôt qu'à une sorte de prédisposition culturelle. Par exemple, dans leur étude, Chu, Bratton, Lagos, Shastri et Tessler observent que plus les institutions politiques sont dignes de confiance, plus les citoyens sont enclins à accepter la démocratie et à rejeter ses alternatives<sup>15</sup>. Dans cette ligne de pensée, il est conclu, par exemple, que la nostalgie qu'éprouvent certains citoyens de pays qui ont une longue tradition autoritaire serait le produit d'une insatisfaction à l'endroit du système politique

---

<sup>9</sup> O. Hurtado, « Cultura y democracia, una relación olvidada », in F. Esteves (dir.), *La democracia en América Latina. Hacia una democracia de ciudadanas y ciudadanos. Contribuciones para el debate*, Buenos Aires, Aguilar, Altea, Taurus, Alfaguara, S. A., 2004, pp. 295, 297.

<sup>10</sup> K. Hite, L. Morlino, « Problematizing the Links Between Authoritarian Legacies and 'Good' Democracy », in K. Hite, P. Cesarini (dir.), *Authoritarian Legacies and Democracy in Latin America and Southern Europe*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 2004, p. 28.

<sup>11</sup> R. A. Falk, « The Relations of Law to Culture, Power, and Justice », *Ethics*, vol. 72, n°1, 1961, p. 13.

<sup>12</sup> Ces observations sont contraires à celles de Seymour Martin Lipset qui déclara la classe ouvrière comme étant la plus autoritaire des secteurs de la société (S. M. Lipset, « Democracy and Working-Class Authoritarianism », *American Sociological Review*, vol. 24, n°4, 1959, pp. 482-501). Voir S. Tiano, « Authoritarianism and Political Culture in Argentina and Chile in the Mid-1960 », *Latin American Research Review*, vol. 21, n°1, 1986, p. 80.

<sup>13</sup> Voir J. A. Booth, M. A. Seligson, « The Political Culture of Authoritarianism in Mexico », *Latin American Research Review*, vol. 19, n°1, 1984, pp. 106-124 ; F. C. Turner, « Reassessing Political Culture », *Latin America in Comparative Perspective: New Approaches to Methods and Analysis*, Boulder, Westview Press, 1995, p. 201.

<sup>14</sup> A. Rouquié, *L'État militaire en Amérique latine*, Paris, Seuil, 1982, p. 45.

<sup>15</sup> Y. Chu, M. Bratton, M. Lagos, S. Shastri, M. Tessler, « Public Opinion and Democratic Legitimacy », *Journal of Democracy*, vol. 19, n°2, 2008, p. 85.

actuel plutôt que d'une affinité envers les régimes dictatoriaux<sup>16</sup>. Ces prises de position se distancent des explications qui font de la culture le principal facteur expliquant le niveau de confiance envers le système politique généralement plus élevé dans les pays de longue tradition démocratique qu'il ne l'est là où la tenue d'élections justes et libres n'a lieu que depuis peu de temps.

Le déterminisme institutionnel apporte des réflexions intéressantes afin de comprendre le lien entre culture et démocratie. Mais qu'en pensent les tenants de la logique « adverse » ? Faux débat, nous répond celui que l'on surnomme « le père de la culture politique », Gabriel Almond. Dans un chapitre où il revient sur le concept de culture politique, Almond explique que les valeurs influencent les institutions tout autant qu'elles sont façonnées par ces dernières<sup>17</sup>. D'un point de vue analytique, le problème de ce modèle explicatif est sa circularité qui rendrait caduc le débat sur la direction de la causalité<sup>18</sup>. De plus, si l'on s'en tient aux observations menées, cette influence réciproque est à l'œuvre aussi bien dans les pays où l'on tente d'établir ou de consolider la démocratie que dans les régimes non démocratiques où les méthodes autoritaires du gouvernement favoriseraient le maintien de valeurs autoritaires (et vice versa)<sup>19</sup>. Néanmoins, cette interaction réciproque se ferait sous certaines conditions. Comme nous le rappellent Edward Muller et Mitchell Seligson, alors que la démocratie influence certains aspects de la culture politique, d'autres éléments de cette même culture contribuent à façonner la démocratie<sup>20</sup>. Notons ensuite que les variables n'évoluent pas en vase clos. Bien qu'elle ait une influence sur le type de régimes et de politiques, la culture ne façonne pas à elle seule le politique.

Passer ces débats en revue n'a pas nécessairement pour objectif de prendre position et encore moins de s'y cantonner. Les débats sur la causalité entre culture politique et démocratie servent en quelque sorte de toile de fond à l'examen des opinions. Contrairement aux études sur le soutien aux droits et libertés en Europe occidentale, aux États-Unis et au Canada, les opinions politiques en Amérique latine sont quasiment toutes analysées à travers le prisme de la culture et de l'évolution des régimes. Cette situation a des répercussions à plusieurs niveaux, à commencer par l'intérêt des chercheurs pour l'adhésion à la démocratie, vue comme un enjeu de société qui agit sur le système politique et non comme une question liée aux traits de personnalité des individus ayant peu d'effets sur le domaine politique.

---

<sup>16</sup> J. Ekman, J. Linde, « Communist Nostalgia and the Consolidation of Democracy in Central Eastern Europe », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol. 21, n°3, 2005, p. 370.

<sup>17</sup> Voir G. A. Almond, *A Discipline Divided. Schools and Sects in Political Science*, Newbury Park, Sage Publications, 1990, p. 144. L'œuvre principale d'Almond sur la culture politique est : G. A. Almond, S. Verba, *The Civic Culture. Political Attitudes of Democracy in Five Nations*, Boston, Little, Brown and Company, 1965.

<sup>18</sup> Il est intéressant d'observer que la circularité est l'un des principaux problèmes qu'observe Alejandro Portes alors qu'il analyse la relation entre le capital social (tel qu'élaboré par Robert D. Putnam) et la qualité de la gouvernance (A. Portes, « The Two Meanings of Social Capital », *Sociological Forum*, vol. 15, n°1, 2000, pp. 1-12). Aussi critiques quant à la direction de la causalité entre le capital social et les institutions, William A. Maloney, Graham Smith et Gerry Stoker (« Social Capital and Associational Life », in S. Baron, J. Field, T. Schuller (dir.), *Social capital: Critical Perspective*, Oxford, Oxford University Press, 2000, pp. 212-225) rappellent que l'État et les autorités peuvent nuire à la création de valeurs civiques, une observation qui rend moins convaincantes les idées de Putnam pour qui la vigueur des interactions entre les citoyens est primordiale à la stabilité de la démocratie (R. D. Putnam, *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press, 1993, p. 89).

<sup>19</sup> Voir L. Diamond, *Developing Democracy. Toward Consolidation*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1999, p. 39 ; E. Torres-Rivas, F. Rodas, *Percepción ciudadana de la democracia*, Guatemala, PNUD, 2007, p. 64 ; J. A. Booth, M. A. Seligson, « Paths to Democracy and the Political Culture of Costa Rica, Mexico, and Nicaragua », in L. Diamond (dir.), *Political Culture and Democracy in Developing Countries*, op. cit., p. 114.

<sup>20</sup> E. N. Muller, M. A. Seligson, « Civic Culture and Democracy: The Question of Causal Relationship », *The American Political Science Review*, vol. 88, n°3, 1994, p. 640.

## LA MESURE DE L'ADHÉSION À LA DÉMOCRATIE DANS LES GRANDES ENQUÊTES INTERNATIONALES

Presque chaque année depuis 1995, la Corporación Latinobarómetro, une organisation chilienne à but non lucratif, coordonne une grande enquête par questionnaires menée auprès de milliers de Latino-Américains dans 18 pays. Les résultats du *Latinobarómetro*<sup>21</sup> sont souvent cités dans les articles de presse, les revues spécialisées ou encore les rapports des gouvernements et des organisations internationales. Longtemps seule à mener des enquêtes de grande envergure en Amérique latine, l'ONG chilienne a depuis 2004 un « compétiteur » : le Latin American Public Opinion Project (LAPOP)<sup>22</sup> de l'université Vanderbilt aux États-Unis. Tous les deux ans, le LAPOP, en association avec des partenaires dans une vingtaine de pays du continent, réalise l'*AmericasBarometer*. Au cours des dernières années, l'utilisation des données du LAPOP a considérablement gagné en popularité, notamment dans le milieu universitaire.

À chaque vague de sondages, la Corporación Latinobarómetro et le LAPOP interrogent les citoyens sur leur perception de l'économie, leur engagement dans la vie communautaire, leurs préférences partisans et bien d'autres thèmes. Si les sujets sont nombreux, peu de thèmes d'enquête attirent autant l'attention des acteurs de la recherche que celui de l'adhésion à la démocratie. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cet intérêt : mentionnons par exemple l'instabilité politique que connaissent certains pays de la région, les différences observées d'un pays à l'autre en matière d'adhésion à la démocratie et, comme nous l'évoquons plus haut, l'influence marquée d'un courant de recherche qui associe l'engrègement de la démocratie aux valeurs portées par les citoyens ainsi que les doutes de nombreux analystes quant à l'attachement des Latino-Américains à la démocratie dans son ensemble.

L'élaboration des enquêtes d'opinion relatives à la culture politique est une tâche complexe. Pour arriver à leur fin, les sondeurs tentent de cerner les « opinions réelles » plutôt que de recueillir des points de vue sans fondement, improvisés, et cherchent à aborder des thèmes sur lesquels les citoyens sont « compétents » et s'expriment aisément. Par ailleurs, ils font en sorte d'élaborer des questions de sondages dont les termes ont globalement la même signification d'un pays à un autre. À cette liste de préoccupations s'ajoutent des questions d'ordre méthodologique (par exemple, quels technologies et type d'échantillon employer pour recueillir les opinions ?) et financier (plus une enquête est longue plus elle est coûteuse).

Compte tenu du nombre d'éléments à prendre en considération et des divergences qui peuvent survenir dans l'élaboration des questionnaires, l'exercice donne rarement pleine satisfaction. Par conviction ou afin de répondre à la demande, les responsables des enquêtes réservent une place à un indicateur « standard » dans la mesure de l'adhésion à la démocratie. Ainsi, les sondeurs demandent aux sondés s'ils croient que la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement, si dans certaines circonstances un gouvernement autoritaire est préférable à un gouvernement démocratique ou si, à leurs yeux, peu importe qu'un régime soit ou non démocratique. Devenue populaire suite à des travaux de Juan José Linz sur les opinions en Espagne<sup>23</sup>, cette question (ou une variante) revient dans la plupart des grandes enquêtes.

Universitaires, journalistes et fonctionnaires se basent souvent sur les réponses à cette question standard pour évaluer l'attachement des Latino-Américains à la démocratie. En nous référant aux résultats de l'*AmericasBarometer* de 2010, nous constatons une préférence marquée pour la démocratie. En tête de liste apparaissent les Vénézuéliens, les Costariciens et les Uruguayens, qui estiment, à au

<sup>21</sup> Voir [www.latinobarometro.org](http://www.latinobarometro.org) (consulté le 13/11/2012).

<sup>22</sup> Voir [www.vanderbilt.edu/lapop/](http://www.vanderbilt.edu/lapop/) (consulté le 13/11/2012).

<sup>23</sup> Voir les conclusions tirées par Linz à partir de la question « standard » : J. J. Linz, « South America : Concluding Reflections », in *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South American, and Post-Communist Europe*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1996.

moins 80 %, que la démocratie est toujours préférable. Au Paraguay, en Colombie, en Argentine, au Salvador, en Équateur, en Bolivie, au Chili, au Panama, en Haïti et au Honduras, ce sont approximativement sept personnes sur dix qui affichent cette même préférence. Au Brésil, au Pérou, en République dominicaine, au Mexique et au Guatemala, elles sont moins nombreuses (environ six personnes sur dix). Le point de vue voulant qu'un gouvernement autoritaire puisse parfois être nécessaire est, quant à lui, exprimé par plus de 15 % des Mexicains, des Guatemaltèques, des Brésiliens, des Péruviens, des Argentins, des Paraguayens et des Dominicains. Fait important mais souvent ignoré : cette question portant sur l'adhésion à la démocratie est esquivée par environ une personne sur dix au Brésil, au Guatemala et en République dominicaine, trois pays où les réponses sont plutôt partagées.

**Tableau 1**  
**La préférence pour la « démocratie » dans les pays d'Amérique latine (2010)**

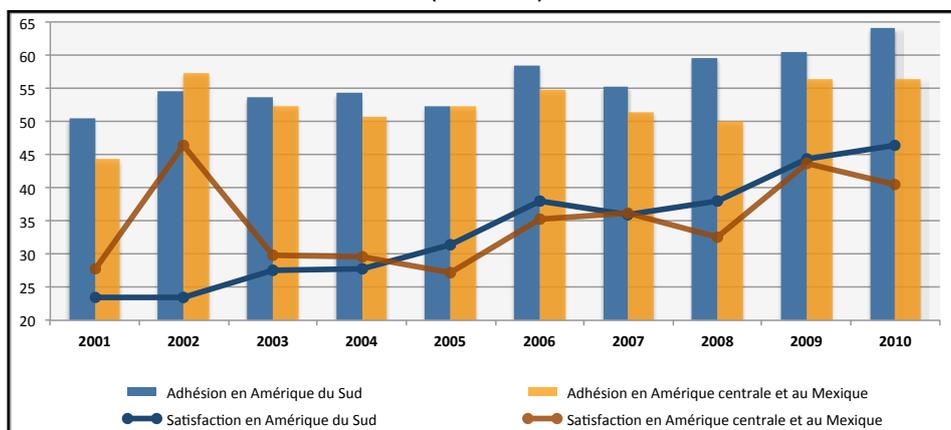
Régions	Pays	La démocratie est toujours préférable (%)	Aucune préférence entre un régime démocratique et non démocratique (%)	Un gouvernement autoritaire peut être préférable dans certaines circonstances (%)	NSP/SR (%)
Mexique et Amérique centrale	Costa Rica	82	6	6	6
	Honduras	79	10	7	4
	Panama	78	13	6	3
	Nicaragua	78↑	7	9	5↓
	Salvador	72	11	14	3
	Mexique	66	11	15	8
Caraïbes	Guatemala	60	9	15	16
	Haïti	78↑	9	8	4
	R. dominicaine	64	5	20↑	10
Amérique du Sud	Venezuela	85	6	6	3
	Uruguay	80	4	11	4
	Équateur	76	8	8	8
	Bolivie	76	11	7	6
	Chili	76↑	11↓	10	3↓
	Argentine	73↓	6	16↑	5
	Colombie	72↑	8	11	9
	Paraguay	70↑	5↓	21↓	5
	Brésil	64↑	9	16	11↓
Pérou	64	13	16	7	

Note : Les flèches indiquent une variation d'au moins cinq points de pourcentage par rapport aux résultats de l'enquête de 2008.  
Source : LAPOP, *AmericasBarometer* 2010.

En tenant compte de la marge d'erreur (entre 2,5 et 3 % dans les principales enquêtes latino-américaines), et malgré quelques exceptions, ces résultats sont plutôt stables dans le temps. En nous référant cette fois-ci aux résultats du *Latinobarómetro*, nous observons que la plupart des pays où les citoyens exprimaient en 2001 une préférence pour la démocratie supérieure à la moyenne latino-américaine (notamment en Argentine, au Costa Rica, en Uruguay et au Venezuela) ou inférieure (notamment au Guatemala et au Paraguay) affichaient une position similaire dix ans plus tard. Par ailleurs, d'autres pays comme la Colombie ou le Honduras ont plutôt connu des résultats en dents de scie.

Graphique 1

Niveau d'adhésion et de satisfaction à l'endroit de la démocratie exprimé en pourcentage (2001-2010)



Source : *Latinobarómetro*, 2001-2010.

Note : Le niveau d'adhésion correspond à la proportion de sondés qui estiment que la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement. Pour sa part, le niveau de satisfaction correspond à la proportion de sondés qui affirment être plutôt et très satisfaits de la démocratie. Les lecteurs constateront que les données présentées dans ce graphique reflètent une moins forte préférence pour la démocratie que celles du tableau 1. Cet écart peut s'expliquer, entre autres, par des différences dans la formulation des questions, l'ordre des choix de réponse et la composition des échantillons. Pourtant considérables, les écarts constatés sont bien souvent ignorés par les utilisateurs des données des grandes enquêtes.

Les bases de données des grandes enquêtes comportent des informations sur le sexe, l'âge, la langue, le niveau d'instruction ou encore le revenu des interviewés. Croisées avec les réponses des sondés, ces informations permettent d'identifier des tendances. Par exemple, selon l'*AmericasBarometer* de 2010, nous observons que dans la quasi totalité des pays, les hommes sont plus portés que les femmes à affirmer que la démocratie est toujours préférable. S'il apparaît clairement qu'elles ne sont plus attirées par l'alternative autoritaire, les femmes sont toutefois plus enclines à se dire sans opinion ou à ne pas vouloir répondre à la question de l'adhésion à la démocratie. Comme dans les exercices de comparaisons entre les pays, le fait d'ignorer les proportions de « sans réponse » chez certains groupes amène parfois à conclure que les convictions sont beaucoup plus marquées chez certains individus que chez d'autres. Omettre les « sans réponse » peut amplifier les différences et donner de fausses impressions quant à la prédominance de certains points de vue chez les sondés.

Au regard des résultats, nous constatons que l'âge joue un rôle dans l'expression du soutien à la démocratie. Bien qu'il n'existe qu'une différence minime entre les opinions des différents groupes d'âge dans certains pays (Argentine, Bolivie, Chili, Haïti, Honduras, Pérou et Venezuela), les 18 à 29 ans semblent plus partagés que d'autres groupes d'âge, particulièrement lorsque nous les comparons aux 55 ans et plus, qui affichent souvent la préférence pour la démocratie la plus marquée (au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Panama et en Uruguay). Fait intéressant, en République dominicaine, les jeunes sont nombreux (29 %) à penser qu'un gouvernement autoritaire peut parfois s'avérer nécessaire. Ces résultats nous permettent de constater que si l'on ne peut parler d'une nostalgie de l'époque autoritaire en Amérique latine, les jeunes semblent en tout cas éprouver des difficultés à percevoir les bienfaits de la « démocratie ».

Le niveau d'instruction a aussi un effet inégal sur l'expression des préférences. Dans environ la moitié des pays à l'étude (Bolivie, Colombie, Équateur, Salvador, Nicaragua, Paraguay, République dominicaine et Venezuela), les sondés, peu importe leur niveau d'instruction, ont des opinions relativement similaires dans la mesure où ils penchent toujours plus vers la démocratie que vers les autres options. Dans certains pays (Argentine, Brésil, Costa Rica et Guatemala), les moins instruits affichent, comme les jeunes, des opinions plus partagées. À l'instar de l'analyse par groupes d'âge, l'examen des données ne permet pas

de conclure que les moins instruits forment un bloc uniforme de sympathisants de l'alternative autoritaire. Cependant, un élément-clé se dégage : plus une personne avance dans son parcours scolaire, plus elle prend ouvertement position sur la démocratie et les autres sujets de nature politique.

Nous pouvons enrichir notre analyse en considérant le poids des principales variables idéologiques et politiques. S'il est vrai que plusieurs sondés refusent (ou sont incapables) de se prononcer lorsqu'il leur est demandé de se situer sur une axe gauche-droite, il nous semble intéressant de chercher à savoir si l'auto-positionnement idéologique évolue de paire avec les opinions<sup>24</sup>. Au Brésil, en Équateur, au Honduras, au Mexique, au Nicaragua et en République dominicaine, les positions idéologiques et les opinions sur la démocratie exprimées semblent déconnectées. En Colombie, au Costa Rica, au Paraguay, au Panama, au Pérou et au Venezuela, la situation est quelque peu différente ; les personnes se positionnant à gauche du spectre idéologique sont souvent plus partagées sur cette question que celles qui se situent au centre ou à droite. Dans des pays tels le Chili, le Guatemala et l'Uruguay, ce sont les personnes associées à la droite qui montrent le consensus le plus faible en faveur de la démocratie, évoquant même parfois les avantages d'un gouvernement autoritaire (particulièrement dans les deux premiers pays).

Le fait de soutenir la démocratie, de juger qu'un gouvernement autoritaire puisse parfois être nécessaire ou d'exprimer ouvertement son indifférence en la matière peut logiquement être relié à l'expérience concrète des citoyens avec le système politique et le gouvernement au pouvoir. Par exemple, en 2010, presque un tiers des sondés estimait que leur pays était peu ou aucunement démocratique. Parallèlement, quatre sondés sur dix se disaient insatisfaits ou très insatisfaits de la démocratie. Démontrant la complexité des attitudes et des motivations réelles qui président aux réponses fournies, les sondés qui affirmaient être indifférents à la nature du régime ou ceux qui exprimaient leur préférence pour la démocratie étaient tous en moyenne aussi satisfaits (ou insatisfaits) de la démocratie. Si les deux groupes obtenaient un niveau de satisfaction moyen de 2,6 sur une échelle de 4, les sondés qui affirmaient qu'un gouvernement autoritaire était parfois nécessaire affichaient une moyenne inférieure de 0,11 points<sup>25</sup>.

Dans un sous-continent où la démocratie est, par moment et par endroit, plutôt chancelante et où il existerait, selon certains analystes, une culture politique hostile à la démocratie, la majorité des Latino-Américains affirment préférer la démocratie, et ce, malgré leur insatisfaction à son égard. Signe encourageant, dans sept des pays à l'étude (Bolivie, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Honduras, Panama et Uruguay), les préférences évoluent indépendamment des intentions de vote. Au Mexique, au Nicaragua et au Venezuela, les sondés affirmant qu'ils voteraient pour un candidat présidentiel de l'opposition demeurent majoritairement attachés à cette même démocratie, qui, sous les gouvernements en place au moment de leur participation au sondage, ne leur apporte sans doute pas exactement ce à quoi ils s'attendent. Par ailleurs, s'ils peuvent exprimer des points de vue préoccupants, les sondés les plus partagés entre la démocratie et l'alternative autoritaire (dans certaines situations particulières) adoptent des comportements peu inquiétants : ils affirment qu'ils resteraient à la maison ou qu'ils annuleraient leur vote si une élection avait lieu dans les jours suivant leur participation à l'enquête du *AmericasBarometer* 2010. La faible propension à se déclarer en faveur de la démocratie chez les abstentionnistes et chez ceux qui voteraient blanc est notamment observée en Argentine, au Brésil, au Salvador et en République dominicaine.

---

<sup>24</sup> En Amérique latine, malgré les discours tenus par plusieurs dirigeants durant la guerre froide, les actions répressives menées par plusieurs États ne correspondaient évidemment pas à l'idéal démocratique. Dans plus d'un pays, la répression contre les mouvements qui exigeaient plus de droits trouvait sa source dans la crainte d'une montée du communisme et des idéaux de gauche.

<sup>25</sup> Pour effectuer cet exercice, nous avons créé une échelle où 1 représente une profonde insatisfaction à l'endroit de la démocratie et 4, une grande satisfaction envers celle-ci.

## ANALYSE DES DONNÉES ET PRUDENCE DANS LES CONCLUSIONS QUI PEUVENT EN ÊTRE TIRÉES

L'analyse des opinions politiques en Amérique latine met en lumière des éléments distinctifs quant au rapport qu'entretiennent les citoyens à la « démocratie ». Par exemple, si l'attachement à cette dernière est répandu, la structure du soutien aux idéaux non démocratiques tend à varier d'un endroit à un autre. Bien qu'intéressantes, ces informations doivent être traitées avec précaution. Nous éviterons ainsi de conclure, comme le font certains analystes, que les habitants de tel pays sont plus « autoritaires » et moins « démocrates » que ceux de tel autre pays et que cela a des conséquences sur la stabilité de la démocratie. L'analyse de l'adhésion à la démocratie et des effets des opinions sur les politiques ne saurait être pertinente sans la prise en considération de facteurs d'ordre conceptuel, contextuel et culturel.

Certains chercheurs accordent une grande valeur aux résultats des sondages portant sur la démocratie, un concept pourtant des plus polysémiques. Compte tenu des nombreux débats en science politique concernant la définition de ce qu'est la démocratie, il est inadéquat de penser que les sondés exposés à ce concept en auront une compréhension claire et commune. De plus, considérant la forte proportion de sondés qui affirment ne pas savoir ce que signifie la démocratie<sup>26</sup> et l'évaluation plutôt négative que font plusieurs d'entre eux de leur propre démocratie, il est tout indiqué de s'interroger sur ce que peut apporter aux débats l'expression de points de vue sur un terme peu précis ou qui peut prendre diverses formes.

Tableau 2

### La mesure de l'adhésion à la démocratie au travers des différents types d'indicateurs

Type d'indicateur	Description	Exemple
<b>Monolithique</b>	Indicateurs de type unidimensionnel où la démocratie est présentée comme un régime politique aux antipodes de l'autoritarisme ou des pratiques qui lui sont associées. Ce type d'indicateurs fait de la démocratie un objet monolithique auquel les sondés attribueront une forme commune.	« Êtes-vous complètement d'accord, d'accord, en désaccord ou complètement en désaccord avec l'affirmation suivante : 'La démocratie peut comporter des problèmes mais elle demeure le meilleur système de gouvernement' ». <i>Latinobarómetro</i> , 2007.
<b>Polyarchique</b>	Indicateurs à l'aide desquels les enquêteurs évaluent l'adhésion des citoyens aux principes fondamentaux de la démocratie. Ces indicateurs font explicitement référence aux principales règles de fonctionnement de la démocratie et/ou aux libertés fondamentales qui lui sont associées.	« Laquelle des affirmations suivantes se rapproche le plus de votre opinion ? 1) Le gouvernement devrait interdire les journaux qui publient des articles qu'il n'aime pas ; 2) Les médias d'information devraient être libres de publier n'importe quel article qu'ils considèrent justifié, sans crainte d'être fermés. » <i>Afrobarometer</i> , 2008.
<b>Discriminatoire</b>	Indicateurs servant à mesurer le caractère discriminatoire ou inclusif des opinions. Par ceux-ci, les sondés évaluent la tolérance des citoyens à l'endroit d'individus (ou de groupes d'individus) en particulier qui cherchent, par des moyens légitimes, à prendre part à la vie politique.	« Jusqu'à quel point approuvez-vous ou désapprouvez-vous que [les gens qui critiquent le gouvernement] prononcent un discours à la télévision ? » LAPOP, 2010.
<b>Circonstanciel</b>	Indicateurs à l'aide desquels les enquêteurs cherchent à déterminer le « point de rupture » des citoyens ou, plutôt, dans quelles circonstances ils seraient prêts à soutenir des mesures non démocratiques.	« Il y a des gens qui affirment que dans certaines circonstances, il serait justifiable que les militaires prennent le pouvoir par un coup d'État. À votre avis, serait-il justifié que les militaires procèdent à un coup d'État [en réaction à] de nombreuses manifestations populaires ? » LAPOP, 2008.
<b>Référentiel à l'histoire ou à des pratiques nationales</b>	Indicateurs qui font référence à des lois, des systèmes de gouvernement ou à des arrangements qui sont non démocratiques et qui sont associés à l'histoire sociale ou politique d'un pays en particulier.	« Je vais vous décrire [un système politique] et vous demander ce que vous en pensez [...]. Pour celui-ci, diriez-vous qu'il s'agit d'une très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise façon de gouverner ? : Un système gouverné par la loi islamique où il n'y a ni parti, ni élection. » <i>The Arab Democracy Barometer</i> , 2006.

<sup>26</sup> En 2006, près de 20 % des sondés interrogés pour le *Latinobarómetro* étaient incapables d'indiquer, à partir d'un choix de réponses, ce que représentait la démocratie à leurs yeux. Dans trois pays (Brésil, Honduras et Paraguay), cette incapacité (ou le refus de répondre) touchait au moins un sondé sur trois. Dans presque tous les pays, les femmes étaient plus nombreuses que les hommes à s'abstenir de donner une réponse. Si ces observations permettent de douter un peu plus de l'apport de certains indicateurs pour mesurer l'adhésion à la démocratie, ils produisent une information utile sur la première réaction des sondés lorsqu'ils sont confrontés à certains sujets. Dans nos recherches sur le Guatemala, nous observons que les personnes les plus susceptibles de ne pas s'exprimer sur la « démocratie » se disaient souvent très désintéressées par la politique et affichaient des connaissances limitées sur l'actualité.

Accorder une grande importance aux résultats obtenus à l'aide d'indicateurs de type monolithique peut amener à conclure que les opinions sur la « démocratie » témoignent de la force de l'attachement aux différents principes démocratiques. Or dans les faits, les liens entre les deux sont plutôt modestes et variables d'un endroit à l'autre. Par exemple, dans les pays à l'étude, la préférence pour la démocratie reflète plus étroitement l'adhésion aux principes du droit de vote et de la liberté de manifester qu'à ceux associés à la liberté d'expression. Alors qu'une analyse macro mettrait en lumière les traits asymétriques et différents des cultures politiques de la démocratie en Amérique latine, une analyse micro ferait de l'ambivalence un élément-clé permettant de comprendre les points de vue des sondés.

Les résultats obtenus en croisant les réponses aux questions sur la démocratie et sur les principes démocratiques qui y sont associés nous portent à constater que les opinions ne suivent pas nécessairement la même logique que celle de la profondeur conceptuelle (par laquelle le fait d'adhérer à un principe général serait déterminant des points de vue sur des aspects plus précis). Cette observation dévoile en fait différentes combinaisons de points de vue et, donc, une structure des opinions par laquelle les citoyens établissent ce qui est démocratiquement louable et ce qui ne l'est pas. Cette « démocratie à la carte » procède d'un réflexe ou d'un raisonnement qui accorde une importance particulière aux bénéficiaires des droits et libertés plutôt qu'à l'universalité de ces derniers. Suivant cette logique, il est cohérent pour un individu de juger la « démocratie » préférable, de vouloir personnellement jouir de tous les droits politiques qui y sont attachés et, simultanément, d'exprimer un malaise à l'idée que des gens qui critiquent le gouvernement puissent participer à une manifestation pacifique, prononcer un discours à la télévision ou se porter candidats à une élection.

De manière générale, on sait que les citoyens tendent à apporter un appui beaucoup plus soutenu à la démocratie lorsqu'elle leur est présentée de manière abstraite plutôt que concrète<sup>27</sup>. Ainsi, la complexité des opinions politiques et de leurs ressorts doit nous conduire à voir en ce phénomène autre chose qu'une simple forme d'inconséquence. Par exemple, s'il faut s'attendre à ce que les citoyens soient plus enclins à soutenir, disons, la « démocratie » et « la liberté d'expression » qu'ils ne le seraient à appuyer la « liberté d'expression des Autochtones opposés au gouvernement » c'est que, dans bien des cas, le parcours et les valeurs mobilisées par les citoyens pour émettre leurs points de vue ne sont pas les mêmes.

Les résultats des enquêtes sur l'adhésion à la démocratie doivent également être interprétés avec prudence compte tenu de facteurs d'ordre contextuel. Rappelons que lorsqu'ils sont exposés à des situations hypothétiques, les sondés émettent des points de vue qui varient en fonction des circonstances (par exemple, en jugeant qu'un coup d'État puisse être justifiable dans certaines situations mais injustifiable à d'autres moments). De même, les situations réelles peuvent avoir une incidence sur l'expression des opinions. En fait, dans des circonstances extraordinaires, et particulièrement en période de crise, les opinions exprimées peuvent devenir très malléables.

En matière de plasticité des opinions, les positions des Péruviens concernant le coup d'État civil orchestré par Alberto Fujimori en 1992 sont intéressantes. À cette époque, la crainte grandissante du terrorisme, la perte vertigineuse du pouvoir d'achat causée par l'inflation, la méfiance à l'endroit des partis traditionnels ainsi que l'incapacité des institutions à trouver des solutions contribuèrent à l'expression d'opinions favorables au coup d'État civil et aux mesures prises ensuite par le président Fujimori. Cependant, alors que plus de sept personnes sur dix approuvaient le coup d'État dans ses premières heures, une proportion à peu près égale de citoyens désapprouvait, dans les semaines suivantes, le maintien de l'ordre non constitutionnel. Quant à la possibilité d'annuler les élections

---

<sup>27</sup> Voir notamment H. McClosky, A. Brill, *Dimensions of Tolerance: What Americans Believe about Civil Liberties*, New York, Russell Sage Foundation, 1983 ; R. B. Albritton, T. Burekul, « Support for Democracy in Thailand », *Asian Barometer. A Comparative Survey of Democracy, Governance and Development*, Working Paper Series n°3, 2002 ([www.asianbarometer.org/newenglish/publications/workingpapers/no.3.pdf](http://www.asianbarometer.org/newenglish/publications/workingpapers/no.3.pdf), consulté le 8/11/2012) ; J. W. Prothro, C. M. Grigg, « Fundamental Principles of Democracy: Bases of Agreement and Disagreement », *The Journal of Politics*, vol. 22, n°2, 1960, pp. 276-294.

municipales prévues plus tard dans l'année, 85 % des Péruviens s'y montraient défavorables<sup>28</sup>. Nous voyons donc l'évolution des points de vue exprimés mais aussi les limites des pouvoirs que les Péruviens étaient prêts à accorder au nouveau chef d'État dans sa « réorganisation » des sphères du pouvoir.

Au Pérou, la gravité de la situation politique, sociale et économique combinée à l'impression qu'aucune solution institutionnelle n'était envisageable favorisèrent temporairement l'expression de points de vue cautionnant des mesures autoritaires. Précisons toutefois que ce soutien populaire n'aurait pas été accordé si Fujimori n'avait pas réussi à se positionner comme un leader crédible, capable de répondre à une situation de crise dont l'opposition et les institutions étaient jugées largement responsables. À l'inverse, les conditions favorables à l'expression de ce type d'opinions n'étaient aucunement réunies lorsque le président guatémaltèque Jorge Serrano tenta, en 1993, d'imiter son homologue péruvien.

Si crise il y avait au Guatemala au moment où Serrano opta pour la dissolution du Congrès, la fermeture de la Cour suprême et le renvoi du procureur de l'État, elle se jouait d'abord au sein du pouvoir, menaçant en premier lieu le président lui-même. Malgré ses efforts pour présenter les manifestations de rues et le bras de fer engagé avec les branches législative et judiciaire de l'État comme un signe de désordre, le président fut incapable de convaincre l'opinion publique du bien fondé de ses mesures. Alors que les citoyens ne soutenaient pas sa proposition de suspendre plusieurs articles de la Constitution à un moment où le pays cherchait plutôt à tourner la page d'un long conflit armé, que les tensions politiques entre le président et l'opposition ne semblaient pas justifier à leurs yeux de mesures extraordinaires et que les forces armées ne lui apportaient pas leur appui, Serrano quitta ses fonctions une semaine après avoir tenté son *autogolpe* (coup d'État civil).

Depuis la première enquête de la Corporación Latinobarómetro en 1996, le Guatemala figure systématiquement au nombre des pays qui enregistrent le plus faible taux d'adhésion à la démocratie. Cette tendance ne signifie pas que les citoyens de ce pays se tourneront vers des mesures non démocratiques à la première occasion. La gravité de la menace qui pèse sur les citoyens et la crédibilité des instigateurs de mesures non démocratiques doivent entrer en ligne de compte pour comprendre la direction (favorable ou non à la démocratie) que peuvent prendre les opinions exprimées à des moments critiques. Sans être inutiles, les informations que communiquent les sondés doivent nous mener à des analyses posées, où nous prenons conscience de la signification et de la portée des opinions.

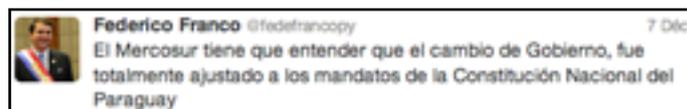
Des facteurs culturels nous incitent tout autant à la prudence lorsqu'il s'agit de tirer des conclusions sur l'adhésion à la démocratie. Nous ne pouvons étudier le soutien à la démocratie sans évoquer la grande ambiguïté qui caractérise cette dernière dans le sous-continent. En reprenant le cas guatémaltèque, les destitutions successives des gouvernements et les milliers d'assassinats durant la guerre civile n'ont pas été menés au nom de l'autoritarisme mais plutôt, selon le discours officiel, dans le cadre d'une démarche pleinement compatible avec la démocratie. Les coups d'État au Guatemala, tel celui qui entraîna la destitution de Jacobo Arbenz en 1954, et ceux menés plus récemment dans d'autres pays, partagent une même stratégie : légitimer des actions autoritaires ou non constitutionnelles en évoquant leurs prémisses et leurs conséquences démocratiques.

La frontière entre le démocratique et le non-démocratique étant couramment manipulée, une destitution peut en venir à s'inscrire dans l'ordre légal des choses. Par exemple, au Honduras en 2009, le renvoi forcé du président Manuel Zelaya a été qualifié de « succession présidentielle », une procédure

---

<sup>28</sup> Voir C. M. Conaghan, *Fujimori's Peru. Deception in the Public Sphere*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2005, et du même auteur « Polls, Political Discourse, and the Public Sphere: The Spin on Peru's Fuji-Golpe », in P. H. Smith (dir.), *Latin America in Comparative Perspective: New Approaches to Methods and Analysis*, Boulder, Westview Press, 1995, pp. 227-256. Par ailleurs, nous pouvons établir un parallèle entre ces comportements et ce que constatait Nancy Bermeo sur le soutien au coup d'État chilien de 1973 : « Le fait que le coup d'État du 11 septembre ait été suivi d'une mobilisation de l'opposition [au président déchu] [...] amenèrent plusieurs observateurs à conclure que le Chilien moyen avait abandonné sa loyauté aux institutions démocratiques pour embrasser la dictature. Ceci n'est qu'une demi-vérité. Même si certains Chiliens ont tourné le dos à la démocratie (et que certains n'ont de toute façon jamais été loyaux envers celle-ci), la majorité des Chiliens ordinaires ne souhaitaient pas l'institutionnalisation d'une dictature militaire en 1973. » (N. Bermeo, *Ordinary People in Extraordinary Times. The Citizenry and the Breakdown of Democracy*, Princeton, Princeton University Press, 2003, p. 166).

pourtant inexistante dans la Constitution du pays. Pourtant, un tiers des Honduriens semble considérer que leur pays n'a pas été le théâtre d'un coup d'État et une majorité refuse de prendre position lorsqu'on les confronte aux faits<sup>29</sup>. De même, environ quatre Paraguayens sur dix estiment que la destitution expéditive du président Fernando Lugo en juin 2012 était parfaitement légale. Dénoncées comme une véritable parodie de justice, les manœuvres de destitution contre Lugo et l'installation de Federico Franco dans la chaise présidentielle ont été présentées par le principal intéressé comme « une transition d'un gouvernement à un autre [...] réalisée de manière complètement constitutionnelle dans le respect absolu des lois<sup>30</sup> ».



« Le Mercosur doit comprendre que le changement de gouvernement était totalement conforme aux mandats de la Constitution nationale du Paraguay. »

Exemple de message Twitter diffusé par le président Franco, 7 décembre 2012.

Dans les discours des élites comme dans les réponses de nombreux Latino-Américains, on observe une culture politique caractérisée par une évaluation très subjective de ce qui est démocratique et de ce qui ne l'est pas. Par conséquent, il semble pertinent de s'interroger sur le sens que prend le fait de manifester ou non son adhésion à la démocratie. Cette observation nous amène à relativiser l'importance des conclusions de certains sondages et surtout d'analyser plus en profondeur les opinions afin d'en obtenir une image mieux définie.

## L'ÉVOLUTION DES GRANDES ENQUÊTES ET LA CONTRIBUTION DES NON-INITIÉS

Ceux qui estiment que les sondages ne produisent que des artéfacts seront logiquement portés à n'accorder qu'une faible valeur aux points de vue des citoyens sur la démocratie. À l'inverse, ceux qui font une lecture rapide des résultats d'enquêtes et qui adhèrent aux explications culturalistes seront portés à voir l'Amérique latine comme un terreau fertile de l'autoritarisme. Entre ces deux positions, une approche intermédiaire s'impose et peut s'avérer utile. Une première analyse des données de sondage nous a certes montré les limites des données sur l'adhésion à la démocratie mais elle a aussi mis en lumière des éléments importants, notamment la propension de nombreux sondés à esquiver les questions portant sur la démocratie, une prise de position plus influencée par une intolérance à l'endroit de certains individus que par l'attachement aux principes de la démocratie et une lecture très subjective des événements brouillant la frontière entre ce qui est démocratique (ou constitutionnelle) et ce qui ne l'est pas.

Par ailleurs, si l'on accepte l'idée que la culture politique contribue à façonner la démocratie, il est souhaitable de produire une image plus précise des opinions afin de mieux comprendre cette relation. Au niveau de l'utilisation des enquêtes, plusieurs choses restent à faire et à clarifier. Outre les inquiétudes liées à l'importance excessive donnée à certains indicateurs, il faut évoquer des préoccupations d'ordre méthodologique. Rappelons que les utilisateurs de données de sondages sont presque toujours contraints à dresser des comparaisons sur l'attachement à la démocratie dans le

<sup>29</sup> LAPOP, *AmericasBarometer*, 2010 ([www.vanderbilt.edu/lapop/ab2010.php](http://www.vanderbilt.edu/lapop/ab2010.php), consulté le 13/11/2012).

<sup>30</sup> Voir DPA, « Federico Franco niega golpe de Estado en Paraguay », *Emol*, 22 juin 2012 ([www.emol.com/noticias/internacional/2012/06/22/547088/franco-pide-al-mercotur-que-entienda-la-situacion-de-paraguay.html](http://www.emol.com/noticias/internacional/2012/06/22/547088/franco-pide-al-mercotur-que-entienda-la-situacion-de-paraguay.html), consulté le 4/10/2012).

temps et dans l'espace sans avoir accès (total ou partiel) à des informations précises sur les échantillons. En effet, les responsables des grandes enquêtes sont souvent réfractaires à rendre publiques des renseignements qui pourraient affecter la crédibilité de leurs travaux. Par exemple, il est souvent difficile de connaître en détail la procédure suivie lorsque les sondeurs sont incapables d'entrer en contact avec des personnes initialement choisies de façon aléatoire pour participer aux enquêtes. Par ailleurs, lorsqu'elles sont dévoilées, les informations concernant le taux de réponses aux enquêtes sont souvent incomplètes. En plus de fournir des indications sur la nature des échantillons, ces renseignements pourraient nous apprendre plusieurs choses sur les réalités d'un travail de terrain qui s'effectue dans un environnement que nous savons difficile (pensons, par exemple, aux intempéries, au mauvais état des infrastructures routières ou encore à l'intimidation dont peuvent être victimes les sondeurs) et sur le rapport qu'entretiennent les citoyens des différents pays avec les sondages d'opinion.

Les chercheurs, indépendamment de leur discipline, se montrent souvent préoccupés par les pièges qui peuvent les amener à conclure que certaines observations sont positives ou négatives alors qu'ils se trouvent en présence de faux positifs et de faux négatifs. Dans l'étude des opinions, la question des indicateurs et l'influence potentielle des sondeurs sur les sondés ne doivent pas être minimisées. Les techniques d'enquêtes doivent être diversifiées afin d'apprécier la profondeur des points de vue sur la démocratie. Éviter de bombarder les sondés de questions sur différents enjeux en l'espace de quelques minutes favoriserait un climat plus propice à la réflexion qu'à la réaction instantanée. Par ailleurs, proposer des contre-arguments aux réponses de sondés qui affirment, par exemple, vouloir limiter la liberté d'expression de certains groupes permettrait de mieux cerner la solidité et les ressorts des points de vue non démocratiques.

S'il est vrai, comme l'évoquent Booth et Seligson<sup>31</sup>, que les problèmes liés à la mesure des opinions font obstacle à l'élaboration d'une meilleure théorie sur la légitimité des régimes, il faut alors redoubler d'efforts afin de développer de nouvelles stratégies qui permettront de comprendre pleinement ce que communiquent (et ne communiquent pas) les citoyens au travers des enquêtes. Par leur regard externe et leurs analyses critiques, les non-initiés et les chercheurs réfractaires à l'utilisation des sondages peuvent apporter des pistes de solutions. Le moment de les inviter à la table des débats ne peut être mieux choisi : les anniversaires qui se préparent pour fêter la fin des régimes autoritaires donneront lieu, à coup sûr, à plusieurs bilans sur l'adhésion à la « démocratie ».

---

<sup>31</sup> J. A. Booth, M. A. Seligson, *The Legitimacy Puzzle in Latin America...*, *op. cit.*, p. 5.